



## TERMES DE REFERENCE

### EVALUATION DE PROJET

Prévention des risques et violations multiples encourus par les populations vulnérables et réponse multisectorielle aux besoins de protection et d'assistance face aux chocs.

Novembre 2021 – Octobre 2023

## 1. Informations générales

### 1.1. Humanité & Inclusion

Révoltés par l'injustice à laquelle sont confrontées les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et d'inclusion, enrichi par nos différences, où chacun peut vivre dans la dignité. Humanité & Inclusion est une organisation d'aide et de développement indépendante et impartiale qui travaille dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflit et de catastrophe. Nous travaillons aux côtés de personnes handicapées et vulnérables pour contribuer à la satisfaction de leurs besoins essentiels, à l'amélioration de leurs conditions de vie et à la promotion du respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'informations sur l'association : <http://www.hi.org>

### 1.2. Humanité & Inclusion en République Démocratique du Congo

HI est présent en République démocratique du Congo (RDC) depuis 1995, et à l'Est depuis 2001. Depuis 2007, plusieurs projets ont été menés dans le domaine de la réadaptation physique, de l'assistance aux victimes et de la prise en charge des personnes vulnérables au Nord-Kivu, dont les personnes blessées et/ou handicapées. Depuis 2015, HI est présent dans le Kasai central avec plusieurs interventions à savoir la réadaptation physique et fonctionnelle, l'insertion socio-économique des personnes handicapées, la protection, la sécurité alimentaire et moyens d'existence et le génie civil.

L'histoire de HI en RDC reflète les évolutions de l'organisation au niveau global, mêlant un pays d'intervention historique d'Atlas Logistique avant sa fusion avec HI, et des interventions par la suite menées par la Fédération HI (Direction Action Mines et Direction Action Urgence) et aussi HI Belgique avant son intégration à la Fédération. À l'entrée de HI Belgique dans la Fédération, la Direction d'Action de Développement (ex HI Belgique) s'est retirée de l'Est en 2013 et recentrée sur l'Ouest du pays. En 2017, HI était encore en Différenciation Opérationnelle avec la DAD et la DAH présentes dans le pays et ce depuis la création même du concept de DO. La pertinence de cette DO au niveau du terrain a été remise en cause par l'intervention d'urgence au Kasai pilotée par le programme DAD (avec le soutien précieux des équipes d'urgence) mais aussi et surtout par l'évolution du contexte. Celui-ci se prête en effet de plus en plus à des interventions de continuum et de contiguum avec des actions d'urgence, de transition et de développement mises en œuvre côte à côte pour assurer un impact maximum de nos interventions.

Le profil du pays et la localisation des besoins humanitaires incite à une présence de HI capable de mener aussi bien des actions de développement dans des zones stabilisées que des actions de transition (urgence-développement) et des actions d'urgence dans toutes autres parties du pays. L'ensemble des actions menées par l'organisation en RDC sont désormais pilotée par une coordination nationale basée à Kinshasa sous le leadership d'un directeur pays unique.

Depuis 2022, les actions de HI RDC s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie opérationnelle – la STRATOP – couvrant la période 2022 à 2025. Celle-ci, au niveau opérationnel, se compose de quatre piliers d'intervention : accès aux services de santé (santé materno-infantile, MHPSS, réadaptation), inclusion économique et sociale (gouvernance inclusive, insertion économique et éducation), soutien à l'accès humanitaire (expertise ATLAS Logistique) ; et la protection.

## 2. Contexte de l'évaluation

### 2.1 Présentation du projet à évaluer

Intitulé du projet	Prévention des risques et violations multiples encourus par les populations vulnérables et réponse multisectorielle aux besoins de protection et d'assistance face aux chocs.
Dates de mise en œuvre	Novembre 2021 – octobre 2023
Localisation	Burkina Faso, Mali, Niger, République démocratique du Congo
Groupes Cibles	Dans l'ensemble des pays, les bénéficiaires directs de l'action incluent les populations hôtes, les populations déplacées et retournées, et les réfugiés, avec une attention particulière portée sur les femmes et les filles, et les personnes en situation en handicap.
Budget du projet	6 000 000 €
Bailleur	DGD-H

Objectifs du projet	<p><b><u>Objectif global</u></b> : améliorer la protection des populations vulnérables affectées par des crises humanitaires en cours, imminentes ou à venir.</p> <p><b><u>Objectifs spécifiques</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Prévenir et atténuer les risques de protection multiples encourus par les populations vulnérables et répondre de façon coordonnée et adaptée à leurs impacts.</li><li>- Favoriser un environnement protecteur impliquant les systèmes et les acteurs locaux.</li></ul> <p><b><u>Indicateurs relatifs aux objectifs spécifiques</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 70% de la population cible qui rapporte être mieux outillée pour faire face aux risques et menaces en fin de projet.</li><li>- 70% de bénéficiaires déclarant que l'aide humanitaire est fournie d'une manière sûre, accessible, redevable et participative.</li></ul>
Résultats attendus et indicateurs	<p><b><u>Résultat attendu 1 (RA1)</u></b> : les populations vulnérables exposées à la violence et aux chocs se sentent mieux protégées grâce à des actions inclusives de prévention, de réduction et d'atténuation des risques.</p> <p><b><u>Indicateurs relatifs au RA 1</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 570 personnes ayant participé aux analyses multirisques à base communautaire et/ou à l'élaboration de plans.</li><li>- 47 plans communautaires de prévention, réduction et atténuation des risques développés.</li><li>- 409 leaders communautaires formés à la sensibilisation /l'éducation aux risques et démontrant des pratiques améliorées.</li><li>- 73 254 personnes bénéficiant d'actions d'éducation et de sensibilisation aux risques, et 80% d'un échantillon rapportant avoir augmenté leurs connaissances sur les thèmes abordés et les services disponibles.</li></ul> <p><b><u>Résultat attendu 2 (RA2)</u></b> : les populations vulnérables sont mieux préparées face aux risques de violences et aux chocs et bénéficient d'une prise en charge globale, adaptée et intégrée de leurs besoins lorsqu'elles subissent un préjudice.</p>

	<p><b><u>Indicateurs relatifs au RA2 :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 409 personnes issues de la communauté formées aux premiers secours psychologiques (incluant le support aux survivants de violence).</li> <li>- % de personnes à risque – dont les survivantes de violences basées sur âge, genre, handicap – référées, ayant bénéficié d'une prise en charge psychosociale et/ou psychologique, et se déclarant satisfaites des services reçus par HI. <ul style="list-style-type: none"> <li>o 100% des personnes identifiées référées et prises en charge.</li> <li>o 80% satisfaites des services de HI.</li> </ul> </li> <li>- 3 877 ménages ont amélioré la couverture de leurs besoins de base (abris, AME, kit, TMUM) immédiats et critiques.</li> <li>- RDC : 50km de piste qui deviennent praticables après réhabilitation.</li> </ul> <p><b><u>Résultat attendu 3 (RA3) :</u></b> les systèmes et acteurs locaux sont influencés et la gouvernance renforcée pour promouvoir un environnement propice à la protection et à la participation de tous.</p> <p><b><u>Indicateurs relatifs au RA3 :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sahel : 5 réseaux et/ou clusters au niveau de chaque pays dans lesquels HI porte un plaidoyer thématique actif.</li> <li>- Sahel : 120 acteurs du secteur abris formés en matière de choix techniques sûrs, dignes et inclusifs.</li> <li>- RDC : 50 membres d'OPH mieux informés sur les standards d'inclusion dans l'action humanitaire et accompagnés pour porter un plaidoyer.</li> </ul>
Principales activités mises en œuvre	<p><b><u>Activités relatives au RA1 :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1.1 Analyses multirisques à base communautaire des vulnérabilités et des capacités, incluant une cartographie des services, et un suivi des tendances pendant le projet.</li> <li>- 1.2 Elaboration et appui à la mise en œuvre de plans de prévention, de réduction et d'atténuation des risques de catastrophes, de violence et d'abus à base communautaire, et au niveau des centres de santé (RDC).</li> <li>- 1.3 Formation des acteurs locaux (étatiques et non-étatiques incluant les leaders communautaires, les enseignants, les agents de santé et d'autres responsables dans les zones touchées) à l'éducation aux risques liés à la protection, la santé mentale, la gestion de stress, les premiers secours psychologiques, les engins explosifs, la liaison communautaire et médiation de conflits, et sur l'inclusion (thèmes priorités selon contextes).</li> <li>- 1.4 Elaboration/dissémination d'outils IEC accessibles sur les risques notamment d'engins explosifs et de violences armées, de protection, liés aux violences faites aux femmes et enfants ; la gestion du stress, l'inclusion des personnes handicapées parmi la communauté, et les mécanismes de prise en charge/l'accès aux services (thèmes priorités selon les contextes).</li> <li>- 1.5 Séances de sensibilisation et d'éducation aux risques par des relais communautaires pour les communautés ciblées.</li> <li>- 1.6 RDC : renforcement des capacités des agents de santé à la prévention et la réponse aux risques identifiés au sein des établissements.</li> </ul>

### **Activités relatives au RA2**

- 2.1 Mise en place et formation d'équipes multisectorielles de réponse d'urgence pour les personnes exposées à des événements critiques.
- 2.2 Evaluation et couverture des besoins de base en réponse aux chocs par des modalités adaptées au contexte, et suivi post-distribution (transfert monétaire à usage multiple, coupons, distribution en nature de kits AME/WASH/dignité/protection incluant des adaptations pour les personnes handicapées, et ATM).
- 2.3 Assistance en Premiers Secours Psychologiques (PSP) et soutien psychosocial (PSS).
  - o Séances de groupe et familiales, assistance de protection individuelle.
  - o Espace protecteur Centre d'Ecoute et de Jeu pour les femmes et les enfants (Niger).
  - o Dispositif d'assistance psychologique à distance « Ligne verte » (Burkina Faso).
  - o Appui à base communautaire pour les personnes à risque (espaces de parole sûrs et adaptés, activités récréatives et d'expression pour les moments, etc.).
- 2.4 Identification et référencement/orientation des cas nécessitant une prise en charge spécialisée et suivi.
- 2.5 Mali : renforcement des systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponse d'urgence (SCAP-RU) et de leur sensibilité à la protection.
- 2.6 RDC : réhabilitation de pistes permettant le désenclavement des populations coupées de l'accès humanitaire via l'approche THIMO.

### **Activités relatives au RA3**

- 3.1 Sahel : définition d'une stratégie de plaidoyer et mise en œuvre d'actions auprès des réseaux, systèmes et organisations humanitaires internationales et nationales intervenant au Sahel pour favoriser l'accès humanitaire, la protection des civils, et la prise en compte des personnes handicapées et à risque de discrimination au sein de la réponse humanitaire.
- 3.2 RDC : participation au reporting coordonné des incidents de protection.
- 3.3 RDC : renforcement des capacités des OPH sur les standards d'inclusion dans la réponse humanitaire d'urgence au niveau communautaire.

## 2.2 Justification de l'évaluation

Cet exercice d'évaluation finale répond à deux engagements : l'un relatif aux standards internes de HI inscrits dans la Politique de Qualité des Projets (PQP) ; l'autre vis-à-vis du bailleur. Ainsi, cet exercice contribuera à la redevabilité de HI envers la DGD-H, et devra être exécuté conformément à la PQP.

### 3. Objectifs de l'évaluation

#### 3.1 Objectifs et attentes générales de l'évaluation

L'objectif général de cette évaluation est d'informer. D'une part, HI, sur la qualité et les changements atteints et d'en tirer des apprentissages à exploiter pour une potentielle seconde phase du projet. D'autre part, la DGD-H, bailleur du projet, de l'utilisation de la subvention accordée.

#### 3.2 Objectifs spécifiques

Une analyse de la mise en œuvre à travers trois des critères du référentiel de qualité de HI devra être fournie. Spécifiquement, il s'agira donc de vérifier si :

- Le projet a répondu aux besoins identifiés et s'est adapté au contexte d'intervention (critère : pertinence)
- Les objectifs du projet ont été atteints (critère : efficacité)
- Les ressources ont été converties en résultats de façon économe (critère : efficience).

L'évaluation portera sur la période de mise en œuvre (entre novembre 2021 et octobre 2023) dans les quatre pays d'intervention du projet (Burkina Faso, Mali, Niger, République Démocratique du Congo).

#### 3.3 Critères d'évaluation et questions évaluatives

Référentiel qualité de HI		Questions évaluatives
Critère	Mot-clé	
Pertinence	Besoins	1. Dans quelle mesure le projet a répondu aux besoins des populations affectées ?
	Contexte	2. Le projet a-t-il suffisamment adapté ses actions au contexte du pays d'intervention ?
Redevabilité aux populations	Expression	3. Dans quelle mesure le projet a-t-il mis en place des mécanismes d'implication des populations ?
Efficacité	Résultats	4. Les résultats obtenus contribuent-ils à atteindre l'objectif du projet ?
	Ajustement	5. Le suivi des résultats était-il régulier et a-t-il permis les ajustements nécessaires au projet pour atteindre les objectifs ?
Efficience	Optimisation	6. Dans quelle mesure les ressources (humaines, logistiques, financières, techniques) à disposition ont-elles permis d'atteindre les objectifs du projet ?
	Réactivité	7. Dans quelle mesure l'équipe a-t-elle identifié et mis en place des mesures de mitigation pour les risques liés au projet ?

## 4. Méthodologie de l'évaluation et organisation de la mission

### 4.1 Méthode de collecte

La collecte des données devra correspondre aux questions évaluatives listées précédemment. Elle devra mêler regroupement de données secondaires (par exemple, via les différents documents élaborés dans le cadre de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi du projet dans les quatre pays d'intervention) et collecte de données primaires (par exemple, observation des réalisations du projet, entretiens avec des parties prenantes à la mise en œuvre, etc.).

### 4.2 Organisation de la prestation de l'évaluateur

Afin d'assurer la qualité de l'évaluation, un comité de pilotage (COPIL) sera mis en place et suivra la prestation de l'évaluateur. Il sera composé de 08 personnes, précisément :

- Chief of Party
- TUM RDC (pays lead)
- O2 RDC (pays lead)
- MEAL Manager RDC (pays lead)
- MEAL Manager SAHA
- MEAL Manager Mali
- MEAL Spécialiste HQ
- Chargée des partenariats institutionnels Senior

Des rencontres régulières entre le COPIL et l'évaluateur auront lieu, conformément au plan de travail qui sera validé dans le rapport de démarrage. Les principales étapes à considérer sont les suivantes :

- La réunion de démarrage qui débouchera sur un rapport de démarrage
- La restitution des conclusions « à chaud »
- Le renseignement du questionnaire de fin d'évaluation
- Le travail d'amendements du rapport provisoire
- La validation du rapport final (sur la base de la grille qualité).

Etapes clefs de l'exercice d'évaluation	Responsabilités minima du COPIL
Elaboration des TdR	Orienter et valider les TdR.
Sélection de l'évaluateur	Valider le choix de l'évaluateur.
Réunion de cadrage et rapport de démarrage	Animer la réunion de cadrage et validation du rapport de démarrage.
Restitution : conclusions et recommandations de l'évaluation	Assurer une compréhension commune entre les membres du COPIL et l'évaluateur des conclusions et recommandations exprimées. Accompagner l'évaluateur à affiner les conclusions et recommandations.
Questionnaire de fin d'évaluation	Participer au renseignement du questionnaire de fin d'évaluation.
Qualité du rapport final	Spécifier les aspects qualité attendus de la part de l'évaluateur pour le rapport final.
Rapports (provisoire et final)	Amender et valider les rapports.

Elaboration d'un plan d'action et suivi des recommandations	Participer et valider le plan d'action et le suivi des recommandations avec les équipes HI pertinentes.
---	---

## 5. Principes et valeurs

### 5.1. Politique de Protection et de lutte contre la corruption

<a href="#"><u>Code de conduite</u></a>	<a href="#"><u>Protection des bénéficiaires contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels</u></a>	<a href="#"><u>Politique de protection de l'enfance</u></a>	<a href="#"><u>Politique de lutte contre la fraude et la corruption</u></a>
---	---	---	---

### 5.2. Mesures éthiques

Dans le cadre de chaque évaluation, HI s'engage à faire respecter certaines mesures éthiques. La prise en compte de ces mesures dans l'offre technique est impérative :

- **Garantir la sécurité des participants, des partenaires et des équipes** : l'offre technique doit expliciter les mesures de mitigation des risques.
- **Assurer une approche centrée sur la personne / la communauté** : l'offre technique doit proposer des méthodes adaptées aux besoins du public visé (par exemple outils adaptés en cas de public analphabète / langage des signes / matériel adaptés aux enfants...)
- **Obtenir le consentement libre et éclairé des participants** : l'offre technique doit expliciter comment l'évaluateur recueillera le consentement et/ou l'assentiment libre et éclairé de ses interlocuteurs
- **Assurer la sécurité des données personnelles et sensibles tout au long de l'activité** : l'offre technique devra proposer des mesures pour la protection des données personnelles.

### 5.3. Autres



Le contexte des zones de mise en œuvre du projet est marqué par une concentration et une superposition de crises (sécuritaire, humanitaire et sociale) qui freine les efforts de développement et rétrécit l'accès aux zones. Les décisions pour la phase de terrain doivent donc intégrer l'aspect sécurité. Certaines zones du projet ne sont plus accessibles aux personnes étrangères. L'évaluateur devra en tenir compte dans la conception de la méthodologie de collecte de données.

## 6. Livrables attendus et calendrier proposé

### 6.1. Livrables

- ✓ Un rapport de démarrage affinant/précisant la méthodologie proposée pour répondre aux questions évaluatives et un plan d'actions. Ce plan de démarrage devra être validé par le COPIL.
- ✓ Un support de restitution présentant les premiers résultats, conclusions et recommandations, devant être présenté au COPIL.
- ✓ Un rapport final d'environ 20 à 30 pages maximum et les outils de collecte de données utilisés.
- ✓ Une synthèse de 5 pages.



Le rapport final devra être intégré dans le template suivant :	La qualité du rapport final sera revue par le COPIL de l'évaluation grâce à cette grille :
 FO8_Template_Rapport_final.docx	 FO7_Grille_Qualité_Rapport_final.docx

## 6.2. Questionnaire de fin d'évaluation

Un questionnaire de fin d'évaluation sera donné à l'évaluateur et devra être rempli conjointement avec le COPIL.

## 6.3. Dates et calendrier de l'évaluation

Les dates et calendrier de l'évaluation devront être proposées par l'évaluateur, et validées par le COPIL lors de la réunion de cadrage en tenant compte du fait que le rapport final de l'évaluation devra être disponible au plus tard le 15 décembre 2023 et en intégrant les différentes étapes précisées ci-dessus.

# 7. Moyens

## 7.1. Expertise recherchée de l'évaluateur

L'évaluation peut être réalisée par une équipe d'experts présentant des expériences complémentaires et sera placée sous la responsabilité d'un chef d'équipe. Cette personne physique ou morale assurera toute la communication avec le COPIL et sera la seule personne responsable de la gestion de l'organisation de l'évaluation.

L'équipe d'experts doit réunir les compétences, l'expérience et les connaissances suivantes :

### ➤ Formation, expérience et références requises

- Diplôme minimum : Master dans le domaine des sciences sociales et/ou politiques ou dans un domaine connexe
- Expérience avérée en matière d'évaluations externes et finales de projets, y compris en matière d'évaluation de programmes/projets régionaux/multi-pays avec une intervention multisectorielle
- Expériences professionnelles avérées dans les secteurs d'intervention du projet (protection, besoins de base, MHPSS)
- Expérience avérée dans un large éventail d'outils/méthodes de collecte et d'analyse de données
- Expérience dans la conduite de techniques d'évaluation participatives (qualitatives et quantitatives), y compris des techniques universellement accessibles
- Expérience de travail avec des organisations internationales non gouvernementales
- Expérience interculturelle et de terrain dans des contextes ruraux et/ou instables
- Être disposé à travailler dans un contexte socio-économique et sécuritaire difficile
- Expérience de travail dans les pays d'intervention

### ➤ Langues de travail

- Français écrit et parlé
- Connaissance des langues locales des zones d'intervention

## **7.2 Budget alloué à l'évaluation & Modalités de paiement**

L'évaluateur devra soumettre une offre financière détaillant :

- Les coûts journaliers de chaque membre de l'équipe d'évaluation
- La décomposition des temps de prestation par intervenant et par étape de travail
- Les coûts annexes (prestations et documents complémentaires)
- Les frais de transport, logistiques et administratifs
- Autres, le cas échéant.

La modalité de paiement proposée est la suivante :

- 40% après la validation du rapport de démarrage
- 60% après la réception de tous les éléments livrables et la validation du rapport final par le COPIL.

Note : aucune indemnité journalière ne sera versée à l'évaluateur. L'évaluateur sera responsable de sa propre sécurité dans tous les pays, HI ne couvrira aucun frais d'assurance pendant la période de prestation.

## **7.3. Ressources disponibles mises à disposition de l'équipe d'évaluation**

Les documents relatifs au projet, aux programmes de HI dans les pays d'intervention et aux cadres et politiques de HI au niveau global pourront être partagées avec l'évaluateur.

## **8. Soumission des offres**

Les candidats devront soumettre une proposition comportant les documents suivants :

- Une offre technique comprenant :
  - une note de compréhension des termes de référence et de présentation de la méthodologie proposée pour le travail d'évaluation
  - la composition de l'équipe d'évaluation, la répartition des responsabilités entre ses membres et les CV des personnes proposées pour réaliser l'évaluation
  - trois références de l'évaluateur
  - le calendrier prévisionnel de l'évaluation
- Une offre financière comportant le budget global et les coûts détaillés, ainsi que les modalités de paiement.

Les propositions seront évaluées sur la base de leur conformité aux termes de référence, à l'aide des critères d'évaluation suivants :

- Références et expériences des évaluateurs
- Compréhension et appropriation des termes de référence
- Méthodologie proposée (incluant les principes éthiques)
- Qualification, expérience et cohérence du/des profils proposés
- Budget proposé.

- Remise des offres

**Les prestataires de service pour les non-résidents en RDC se verront, conformément à la loi fiscale en RDC, retenir 14% sur le coût de prestation en guise d'impôt sur le bénéfice et profit (IBP).**

Les prestataires intéressés devront transmettre leurs offres à l'adresse e-mail [ao@rdc.hi.org](mailto:ao@rdc.hi.org) avec comme objet du mail : **AO-RDC-KINS-2023-010** au plus tard le **28/09/2023 à 23h59 (TU+1)**.

## 9. Annexes

- [Le Référentiel qualité de HI](#), sur lequel tout évaluateur doit baser son évaluation
  - [La Politique Age, Genre, Handicap](#) qui doit orienter l'approche et la construction des outils d'évaluation dans l'offre technique
-